

FAITS SAILLANTS

- Les violences contre les acteurs humanitaires et les civiles restent en hausse. Depuis le début de l'année à la fin de juillet 2018, 7 265, incidents de protection, à travers le pays, ont été enregistrés et 6 humanitaires ont été tués. Le nombre d'incidents à l'encontre des humanitaires a pratiquement doublé entre le 1er et le 2ème trimestre de l'année 2018, passant de 63 à 118 en juin, pour un total de 272 incidents au 31 août.
- La fin du premier semestre, le Plan de réponse humanitaire n'était financé qu'à hauteur de 31%. Ce niveau est bien inférieur de la moyenne globale de 40,1%.

CHIFFRES CLEFS

# de personnes déplacées	614 679
# de réfugiés centrafricains	572 062
Population ayant besoin d'une aide humanitaire	2,5 M
Population touchée par l'insécurité alimentaire	2 M

FINANCEMENT

515,6 millions \$

requis pour le Plan de réponse humanitaire en 2018

159,7 millions \$

ont déjà été mobilisés, soit 31% des fonds requis

OCHA encourage les partenaires et les bailleurs à rapporter leurs financements à travers le Financial Tracking Service (FTS). Cette action collective permet de suivre dans la transparence le taux de financement du Plan de réponse humanitaire, analyser les gaps et les besoins et prendre les décisions stratégiques appropriées pour l'allocation des fonds.



OCHA CAR/Yaye SENE

Au sommaire

[La réponse à la crise à Paoua, un succès de la communauté humanitaire](#) P.1

[Situation préoccupante à Alindao](#) P.3

[Près de 860 000 personnes atteintes tous les ans depuis 2008 grâce au Fonds humanitaire pour la RCA](#) P.5

La réponse à la crise à Paoua, un succès de la communauté humanitaire

Une réponse adaptée à l'urgence

La sous-préfecture de Paoua dans l'Ouham Pendé, a été frappée par le regain de violence que la République centrafricaine a connu de décembre 2017 à mars 2018. Les affrontements entre groupes armés dans les villages situés dans un rayon de 50 km au Nord et à l'Est de Paoua ont provoqué le déplacement de 76 238 personnes vers la ville de Paoua qui ne comptait pas plus de 23 000 habitants.



©OCHA/ Amboise Kombo, Bemal. Préfecture de l'Ouham Pendé, RCA. Un agent de l'ONG Oxfam, présente les activités humanitaires menées.

Devant la soudaineté de la crise et l'ampleur des besoins, la communauté humanitaire s'est rapidement mobilisée pour apporter une réponse non seulement aux besoins des déplacés mais aussi à ceux de la communauté d'accueil dont les capacités ont été vite épuisées. Au début du mois de mars, une allocation sur la réserve du Fonds humanitaire pour la RCA (FH RCA) d'un montant de 2 millions de dollars permettait de renforcer la réponse dans cette région. Ainsi, dans un délai assez court, la réponse humanitaire a été à la hauteur des besoins. L'appui de la MINUSCA qui a sécurisé un rayon de

50 km a permis un retour massif, soit 80% des déplacés dans leurs villages d'origine au mois d'avril. La réponse apportée par les acteurs humanitaires a été suivie de près par la Coordinatrice humanitaire, Najat Rochdi, qui s'est rendue successivement à Paoua du 11 au 12 janvier et du 22 au 23 août avec la Ministre de l'Action Humanitaire et de la Réconciliation Nationale de la République Centrafricaine ainsi que des Représentants du HCR, de l'OIM et le Chef de Bureau de OCHA.

Cette mission avait comme objectif d'une part, de comprendre et évaluer la situation humanitaire et les conditions de retour des personnes retournées dans leurs villages d'origine sur les axes Nord et Nord-ouest de Paoua et, d'autre part, se rendre compte de la mise en œuvre des activités et de l'impact des projets humanitaires.

Les partenaires humanitaires ont mis en place des cliniques mobiles dans les quartiers où les déplacés étaient le plus nombreux pour leur permettre d'accéder à des soins de santé gratuits. Sur 17 300 enfants ciblés, 15 628 ont été vaccinés contre la poliomyélite dont 5 775 enfants des familles d'accueil à Paoua. De même sur 15 560 enfants 13 884 enfants

déplacés ou issues de la communauté hôte ont été vaccinés contre la rougeole, la rubéole, les oreillons et la varicelle ; soit des taux de couverture vaccinale variant entre 89,2% et 90%. Par ailleurs, grâce au financement du FH RCA, l'OMS a pu acquérir des médicaments permettant une prise en charge des formations sanitaires de Paoua pendant 6 mois.



©OCHA/Yaye N. SENE Ouham Pendé, RCA, La coordinatrice humanitaire, Najat Rochdi, et la Ministre de l'Action humanitaire, Virginie Baikoua, échantant avec la population.

L'allocation du FH RCA a aussi permis aux partenaires de prendre en charge et de prévenir la malnutrition aiguë sévère et modérée en faveur des enfants de moins de 5 ans, des populations hôtes et déplacées. Une campagne de distribution de moustiquaires a bénéficié à 22 000 personnes (déplacés et familles hôtes) à Paoua et dans le village voisin de Betokomia 1 qui a accueilli un grand nombre de déplacés. 25 abris et 7 cuisines communautaires ainsi que 10 abris familiaux ont été construits. La reprise progressive des activités scolaires pour les enfants de Paoua et ceux déplacés a été facilitée par la distribution de 9 010 kits scolaires dans 11 écoles. 15 salles de classe ont été construites pour les élèves déplacés et 97 enseignants ont été recrutés.

Vers une dynamique de retour encourageante

A partir du mois d'avril, une amélioration de la situation sécuritaire a permis le retour de 67 323 personnes. Les déplacés, composés en majorité d'agriculteurs, ont profité du retour de la sécurité afin de relancer leurs activités agricoles.

Les retours se sont accélérés depuis le mois de juin vers plusieurs localités au nord du Paoua. C'est le cas du village de Betoko, à 45 km au nord de Paoua. Près de 12 500 personnes sont revenues sur l'axe Paoua-Beboura à l'Est et 26 848 sur l'axe Bétoko-Bémal-Bémbéré au Nord. Sur l'axe Beboura-Bemal plus de 90% de retour ont été enregistrés. La mission a noté, dans plusieurs villages, la reprise des activités agricoles.



©OCHA/Yaye N. SENE. Préfecture de l'Ouham Pendé, RCA, La coordinatrice humanitaire, Najat Rochdi, à l'écoute des personnes retournées à Beboura 3

En juin, seuls 9 330 personnes étaient encore déplacées à Paoua. Les acteurs humanitaires ont donc redéployé leur assistance vers les zones de retour situés au Nord et à l'Est de Paoua. Des coupons alimentaires ont été distribués dans plusieurs villages ainsi que des semences et des articles non alimentaires afin de faciliter la réinstallation des déplacés et de relancer la saison agricole. Cette région est connue pour être un des principaux greniers de la Centrafrique. Des projets de relèvement ont servi de pilote notamment le programme d'achats pour le progrès (P4P) du PAM.

Les défis pour les retournés

La réhabilitation des maisons, l'accès à l'eau et le manque d'infrastructures fonctionnelles, notamment de santé, font parties des défis dans les zones de retour. Par exemple, à Benamkor à 30 km au Nord-Ouest de Paoua, plus de 1 314 maisons ont été incendiées lors de la crise en mars. La plupart des structures de santé ont été désertées par le personnel soignant et laissées à l'abandon comme à Benamkor. Certaines formations sanitaires, comme cela a été le cas dans les villages de Beboye 3 et de Betoko, ont été

pillées. Une première réponse a été la distribution de 3 100 moustiquaires dans le cadre de la prévention contre le paludisme à 2 149 ménages retournés dans la commune de Nana-Barya pour ne citer que cette localité. De même, des acteurs de la santé envisagent de rédiger les cliniques mobiles qui avaient été déployées à Paoua dans les zones de retour. Cependant, beaucoup reste à faire tellement les dégâts sont importants. Lors d'un entretien avec un groupe de femmes dans le village Beogombo, à 60 km de Paoua, Nadia¹ femme enceinte retournée, a interpellé la délégation par rapport aux difficultés qu'éprouvent les femmes à se faire soigner. "Depuis le retour dans notre village au mois de juin, nous n'avons pas accès aux soins de santé. Il n'y a pas de centre médical ici ni proche de notre village. Nous sommes obligées de parcourir plus de trente kilomètres vers la localité de Betoko avant d'avoir accès aux soins. Et une fois arrivée là-bas, les soins sont payants Mais, où allons-nous trouver l'argent ? Nous avons besoin d'un centre de santé et accéder aux soins".

En conclusion, la mission conduite par la Coordinatrice humanitaire a constaté les défis pour les retournés. Dans toutes les localités visitées par la délégation, les principales préoccupations exprimées par la population sont l'amélioration de la sécurité et la protection contre la violence générée par les groupes armés. La Coordinatrice humanitaire a recommandé d'accélérer l'appui aux retours dans la zone comme un moyen de mettre fin aux besoins humanitaires.

Situation préoccupante à Alindao

Alindao : Coupée du reste de la Basse Kotto

La situation humanitaire dans la ville d'Alindao dans la préfecture de la Basse Kotto est plus inquiétante. Les affrontements fréquents entre groupes armés rivaux sont à l'origine d'importants mouvements de population. Plus de 37 000 personnes sont réparties dans 5 sites en fonction de leurs confessions religieuses.

La ville d'Alindao est sous le contrôle de groupes armés, réduisant à néant le rôle des autorités locales (sous-préfet et Maire). La ville est accessible par voie aérienne et par voie terrestre à partir du Nord par la route qui mène à Bambari. Cependant, l'accès aux autres localités et axes routiers autour de la ville est très difficile en raison principalement de l'insécurité, mais aussi, dans une moindre mesure, des contraintes logistiques. La situation est aussi très volatile sur l'axe au sud-est d'Alindao (en direction de Bangassou en passant par Kongbo). Depuis plus d'un an, aucune assistance n'a eu lieu dans la sous-préfecture voisine de Mingala. Depuis plus d'une année les affrontements fréquents entre groupes armés rivaux empêchent l'action humanitaire de s'y déployer.

Une situation humanitaire désastreuse



©OCHA/Claude Mululu, Alindao, Préfecture de la Basse Kotto, RCA. Distribution des bâches et des articles non alimentaires aux déplacés.

Le caractère civil et humanitaire de certains sites de déplacés, notamment celui de l'évêché, est compromis par la présence d'éléments armés en leur sein.

Malgré la présence de quelques organisations humanitaires (Cordaid et ACF), la réponse est en deçà des besoins.

La présence d'un acteur de protection doté des moyens conséquents s'avère cruciale pour assurer le suivi des cas et incidents de protection aussi bien dans les sites des déplacés que dans la ville.

De fin 2017 au début du mois d'août 2018, quelque 8 250 bâches ainsi que des articles non alimentaires ont été distribués aux déplacés. 14 forages ont été réalisés depuis février mais les capacités sont faibles comparées à la population à desservir. Sept litres sont disponibles par personne et par jour alors que les standards sphère préconisent 15 litres. Combiné à l'insuffisance des latrines

¹ Nom fictif

et des douches sur le principal site, cela pourrait déboucher sur des problèmes sanitaires sérieux.

Seuls 5 800 enfants seraient inscrits à l'école primaire grâce à l'appui des humanitaires alors qu'ils étaient 35 000 en 2016. Dans toute la ville d'Alindao, seules deux écoles primaires sont opérationnelles. Aujourd'hui, plus aucun élève n'est scolarisé dans le secondaire et les examens de fin d'année n'y ont plus eu lieu depuis deux ans.

Les moyens de subsistance des communautés locales ont été détruits ou sont inaccessibles à cause du niveau d'insécurité due à la présence des éléments des groupes armés. En effet, la population tirait essentiellement ses revenus de l'agriculture et de l'élevage.

Vers une action humanitaire plus robuste

Le 1er août 2018 une mission de l'Equipe humanitaire pays (EHP), sous le lead d'OCHA s'est rendue à Alindao afin de mieux appréhender la situation qui y prévaut et envisager un renforcement de la réponse. Il est apparu urgent de renforcer la sécurité à la fois dans Alindao mais aussi sur les axes routiers y menant afin de rompre cet isolement et permettre aux humanitaires de se déployer. Suite à cette mission, la disponibilité de vivres en quantité suffisante pour les déplacés et les familles d'accueil, la restauration des moyens de subsistance, l'éducation et la protection ont été identifiés comme des besoins urgents à couvrir.

En fonction des ressources disponibles, certaines organisations ont déjà exprimé leur volonté de se déployer dans la région d'Alindao afin de mieux répondre aux besoins de la population.

Une réponse plus complète pourrait être apportée avec la présence de plus d'acteurs humanitaires à la faveur d'une meilleure situation sécuritaire à Alindao et ses alentours. Dans un secteur aussi important que l'assistance alimentaire, les rations actuelles ne couvrent que 15 jours par mois. Après la sécurité, l'insécurité alimentaire figure parmi les préoccupations majeures des déplacés. Des enquêtes nutritionnelles sont en cours dans les différents sites de déplacés et laissent présager des conclusions assez inquiétantes, notamment avec une grande prévalence de la malnutrition. Les déplacés ont accès à des soins de santé mais la gratuité n'est pas pour tous les déplacés.

La Journée mondiale de l'aide humanitaire célébrée en RCA



©OCHA/Ghislain D. Dajrade, Bria. Préfecture de la Haute Kotto, RCA. Une marche pacifique organisée par les acteurs humanitaires à l'occasion de la Journée mondiale de l'aide humanitaire.

Le 19 août, la Journée mondiale de l'aide humanitaire (JMAH) a été célébrée en République centrafricaine (RCA), comme dans d'autres pays. Cette célébration a marqué le quinzième anniversaire de l'attaque brutale contre le Canal Hôtel à Bagdad. Un événement tragique qui a ému et a bouleversé le monde entier. Depuis ce jour, le 19 août de chaque année, un hommage est rendu au courage et au sens de l'abnégation des humanitaires qui fournissent une aide essentielle. En RCA, la communauté humanitaire a aussi réitéré son engagement de rester au chevet des personnes affectées par la crise persistante dans le pays.

L'édition 2018 de la JMAH, qui a pour thème « Les civils ne sont pas une cible », a été célébrée en RCA dans un contexte où les actes de violence contre les humanitaires et les civils demeurent récurrents dans plusieurs parties du pays. C'était l'occasion de saluer la mémoire des 29 humanitaires qui ont perdu la vie en Centrafrique depuis 2014. En 2018, 6 acteurs humanitaires ont été tués alors qu'ils apportaient de l'aide aux personnes dans le besoin. Au total 18 organisations humanitaires ont été contraintes de suspendre leurs

activités dans une douzaine de localités dans les sous-préfectures de Batangafo, Kaga-Bandoro, Kabo, (Nord de la Centrafrique) Bambari, Ippy et Bria (au Centre).

La cérémonie officielle a eu lieu à Bangui et a été co-présidée par la Coordinatrice humanitaire, Najat Rochdi, et la Ministre de l'Action Humanitaire et de la Réconciliation nationale, Virginie Baikoua. Pendant son allocution, la Coordinatrice humanitaire a fermement condamné « ces actes abjects qui ne justifient de tuer celui et celle qui sauve des vies en fournissant de l'assistance de base comme la santé, la nourriture et l'abri.

Je voudrais réitérer ici que lorsque des stocks de médicaments ou de vivres sont pillés, ou que des convois humanitaires sont attaqués et les sièges des organisations humanitaires sont saccagés, ce sont des milliers de personnes qui risquent de ne pas recevoir l'aide dont ils ont absolument besoin. Alors, Stop aux attaques à la paix ! Stop aux tentatives de tuer l'espoir d'une vie meilleure ! Stop aux attaques des civils, des écoles, des hôpitaux, des lieux de culte car ils ne sont pas des cibles », a martelé la Coordinatrice humanitaire.

Le 19 août, à Bangui, a été marqué par l'exposition des acteurs humanitaires par groupe de travail sectoriel (cluster), et le match de basket qui a vu la participation de l'académie des Fauves de Bas Oubangui et les humanitaires. La JMAH a constitué une occasion pour 70 artisans centrafricains réunis en association d'exposer des objets d'art centrafricain.

En ligne avec l'agenda de décentralisation, plusieurs activités ont été organisées sur le terrain et dans des zones reculées du pays. Une semaine a été dédiée à l'aide humanitaire.

Le thème « Besoin, financement et réponse humanitaire » a fait l'objet d'un café d'humanitaire qui a regroupé au moins 200 personnes. Une session d'échange a été organisée à l'Université de Bangui avec les étudiants sur le même thème. « Le déplacement de la population » a été discuté par un panel des acteurs humanitaires, la ministre de l'Action humanitaire et les étudiants à l'Université de Bangui, ceci dans le cadre de la JMAH.



©OCHA/Rosaria Bruno, Bangui. La Coordinatrice humanitaire, la Ministre de l'Action humanitaire et le Chef de Bureau OCHA visitent l'exposition de la Ligne 4040, parmi les expositions humanitaires.

A l'intérieur du pays, les humanitaires ont également commémoré cette journée à travers diverses manifestations : des marches pacifiques, expositions et échanges sur les principes humanitaires.

La journée mondiale de l'aide humanitaire a aussi été une occasion pour la communauté humanitaire d'amplifier le plaidoyer en faveur de la protection des civils et l'accès permettant aux humanitaires d'accéder aux populations les plus vulnérables afin de leur fournir l'assistance dont ils ont tant besoin. Car la RCA, reste l'un des pays les plus dangereux au monde pour les opérations humanitaires alors que plus que la moitié de la population, 2,5 millions de Centrafricains, sont en besoin d'aide humanitaire pour leur survie. Bien que les besoins augmentent, le Plan de réponse humanitaire de 515,6 millions de dollar n'est financé qu'à hauteur de 31% au mois d'août.

Près de 860 000 personnes atteintes tous les ans depuis 2008 grâce au Fonds humanitaire pour la RCA

Le Fonds humanitaire de la République centrafricaine (FH RCA) célèbre ses dix ans d'existence. Créé le 31 juillet 2008, cet instrument de financement humanitaire multi-donateurs géré par OCHA RCA, sous le leadership du Coordinateur humanitaire, poursuit un double objectif : soutenir la réforme humanitaire en garantissant des financements humanitaires prévisibles, flexibles et ponctuels en réponse aux besoins les

plus urgents des communautés vulnérables et renforcer le leadership du Coordonnateur humanitaire et le système de coordination humanitaire.

Depuis sa création, le Fonds a mobilisé 188,7 millions de dollars dont 181 millions ont été alloués à la mise en œuvre de 484 projets humanitaires. Les activités du FH RCA se sont intensifiées à partir de l'année 2014 suite à la crise humanitaire qui a émergé à la fin de l'année 2013. Les ressources allouées par le FH RCA ont permis de fournir une assistance humanitaire d'urgence dans divers secteurs à des millions de personnes issues des groupes les plus vulnérables.

En 10 ans de financements, le FH RCA a soutenu la réponse aux urgences humanitaires dans tous les secteurs où les besoins sont les plus aigus. Ainsi le FH RCA a permis à plus d'1 700 000 de personnes d'avoir accès à de l'eau potable et autres activités d'hygiène et d'assainissement pour un investissement total de 22,2 millions de dollars. Près de 2 millions de personnes ont eu accès à des soins de santé appropriés et plus de 600 000 personnes ont reçu une assistance alimentaire. Plus de 10 millions de dollars ont été investis pour



©OCHA/Laura Fultang. Niem, Préfecture de la Nana Mambéré, RCA. Rachel Ahmidou a rejoint un groupement agricole à son retour à Niem. Son groupement bénéficie de l'appui d'un projet de reconstruction des moyens de subsistance de *Catholic Relief Services*, financé par le Fonds humanitaire.

donner un abri et des articles non alimentaires à plus de 430 000 personnes et un investissement de 10 millions de dollars a permis de sauver la vie de près de 485 000 enfants et femmes à travers des programmes d'assistance nutritionnelle. Au cours de cette décennie, le FH a financé aussi les programmes d'appui à travers le secteur de la logistique pour un montant de 5,7 millions dont le Service aérien humanitaire des Nations unies (UNHAS), a permis à la communauté humanitaire d'accéder aux localités les plus reculées et y apporter une assistance aux plus vulnérables. Cette assistance d'urgence a ciblé les personnes déplacées dans les sites et au sein des communautés hôtes, ainsi que les retournées.

Cette assistance essentielle n'aurait jamais été possible sans l'accompagnement indéfectible de 11 donateurs : Suède (37,6), Pays-Bas (37,4), Irlande (34,8), Royaume Uni (33,5), Danemark (13,1), Allemagne (10,1), Belgique (8,1), Norvège (6,3), Suisse (4,8), Luxembourg (1,5), et Canada (1,5).

« La réponse humanitaire n'est pas seulement une affaire de chiffres, ce sont avant tout ces visages d'enfants, de femmes et d'hommes que nous rencontrons sur le terrain et qui crient leur volonté d'enfin connaître la paix » rappelle Najat Rochdi, Coordinatrice humanitaire pour la Centrafrique.

Guérir de la fistule obstétricale, restaurer la dignité des femmes

A cause des mauvais soins durant l'accouchement, beaucoup de femmes souffrent d'une fistule dans le pays. C'est dans ce cadre que le Fonds des Nations unies pour la population (UNFPA) a accéléré la lutte pour réinstaurer la dignité des femmes à travers la campagne « *End Fistula* ». En 10 ans, plus de 366 femmes porteuses de fistules obstétricales ont déjà bénéficié gratuitement d'un traitement chirurgical. Des dizaines de prestataires nationaux (médecins, sages-femmes, anesthésistes) ont été formés et prennent désormais en charge les patientes dans les hôpitaux du pays. Malheureusement beaucoup d'autres femmes n'ont pas encore reçu de traitement.

Cette année, à travers des fonds d'urgences, UNFPA et le ministère de la Santé ont accéléré les interventions et 33 femmes et adolescentes mères et porteuses de fistules obstétricales (Lobaye, Ouham-péndé, Ombella-Mpoko, Nana-Grebizi, Basse-Kotto et Kémo) ont déjà bénéficié du traitement chirurgical gratuit. Ce traitement est essentiellement assuré par le service d'urologie de l'Hôpital de l'Amitié de Bangui, centre

de référence à ce jour et à travers tout le pays. Les acteurs humanitaires ont également apporté leur soutien à la réussite de ce projet en identifiant les cas au sein des communautés et en participant au regroupement des cas confirmés à Bangui. Le Programme alimentaire mondial (PAM) et le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (UNHCR) ont fourni des vivres et des ustensiles afin de faciliter l'autonomie des victimes durant leurs séjours à l'hôpital. UNFPA de concert avec le ministère de la Santé et la Fondation « Cri du Cœur d'une Mère » avait fourni des kits pour contribuer à la réinsertion sociale et à une dignité restaurée.

Le ministère de la Santé a développé une stratégie nationale contre la fistule vésico-vaginale qui renforce l'importance d'une approche holistique, incluant un encadrement psychosocial en cas de réussite mais aussi en cas d'échec.

UNFPA avec le ministère de la Santé et les partenaires continueront à renforcer l'accès au service de santé reproductive en Centrafrique, dans les zones stables du pays mais aussi dans les zones en conflit. Les interventions principales restent la prévention des grossesses non désirées, l'espacement des grossesses et la prévention des grossesses chez les adolescentes à travers un programme de planification familiale qui couvre tout le pays. Des programmes de formation sont en cours pour améliorer les connaissances et les pratiques des sages-femmes en soins obstétricaux d'urgence visant à améliorer la qualité de l'offre de soins pour la femme enceinte particulièrement pendant l'accouchement.

Témoignage : Je m'appelle CG, j'ai 20 ans. J'ai eu ma première grossesse à l'âge de 18 ans. Mais au cours du travail d'accouchement qui avait duré 7 jours dans mon village situé à plus de 70 Km de Bocaranga, à plus de 700 Km de Bangui. Lorsque le travail a commencé, je ne pouvais pas accoucher par voie basse m'avait dit les sages-femmes. Il était, également impossible de me transporter jusqu'à Bocaranga afin de subir la césarienne à cause des conflits armés qui empêchaient tout mouvement. J'ai donc été hospitalisée pendant 7 jours au poste de santé de mon village. Après, grâce à l'aide des ONG sur le terrain, j'ai pu être transporté à Bocaranga où le médecin a pu sortir mon bébé mort-né de mon ventre. Après, j'ai commencé à perdre les urines de manière incontrôlée et continue jusqu'au jour où j'ai eu l'information sur la possibilité d'un traitement à Bangui. Arrivée à Bangui en mars 2018, j'ai été opérée. Depuis, je me porte bien et je sens avoir retrouvé ma dignité car ma famille m'a bien accueilli. J'ai décidé d'attendre encore quelques années avant d'avoir un autre enfant. À l'hôpital ils ont placé quelque chose dans mon bras pour que je n'ai pas d'enfants dans les 3 années qui viennent. Je me sens soulagé avec cette décision que j'ai prise.

Les Forces armées centrafricaines formées au Droit International Humanitaire et à la prévention des violences sexuelles

La mission de formation de l'Union européenne (EUTM) appuie la République centrafricaine dans la formation et la restructuration de ses forces armées. Depuis 2017, trois bataillons ainsi que de nouveaux militaires ont été formés dans le cadre du programme de Désarmement, démobilisation et réintégration (DDR). Les soldats et officiers des Forces armées centrafricaines (FACA) bénéficient depuis deux ans de l'appui de l'EUTM-RCA et du Comité International de la Croix-Rouge (CICR) et du Bureau de la Coordination des Affaires humanitaires (OCHA) pour des



©OCHA/Laura Fultang, Bangui, RCA (21 juin 2018). Formation pratiques des Forces Armées Centrafricaines sur la protection des civils

formations et des exercices au Droit international humanitaire (DIH) et à la prévention des violences sexuelles.

Les dernières formations pratiques ont eu lieu du 18 au 21 juin au Camp Kassai de Bangui. Un total de 266 éléments dont 27 femmes y ont pris part. « Il est important que l'armée centrafricaine respecte le droit des conflits armés et les droits humains, quel que soit les tensions dans le pays puisqu'ils sont formés justement à apaiser les tensions au sein de la population. Leur rôle est de protéger la population et respecter la personne humaine en adoptant une attitude appropriée », a souligné le Lieutenant Philippe Grégoire du volet éducation de l'EUTM RCA.

La mission de l'EUTM-RCA a été lancée le 16 juillet 2016 à la demande du gouvernement centrafricain pour une durée de deux ans et devrait être reconduite jusqu'en 2020. Ce mandat permet de soutenir les autorités centrafricaines dans la préparation et la mise en œuvre de la réforme dans le secteur de la défense (DSR), contribuant ainsi à la Réforme du secteur de la sécurité (SSR).

Impliquer les déplacés dans l'hygiène des sites

La résurgence de la violence en République centrafricaine en 2016 et 2017 a exacerbé les déplacements de population notamment dans la préfecture de la Nana Gribizi. Des milliers de personnes ont trouvé refuge dans des sites de déplacés souvent surpeuplés et où les conditions d'hygiène ne sont pas les meilleures du fait de la promiscuité. Afin de permettre aux déplacés de vivre avec un minimum d'hygiène et réduire la propagation des maladies d'origine hydrique, l'ONG ECHELLE Appui au Développement a entrepris de les sensibiliser aux bonnes pratiques.

En 2017, grâce à un financement de l'UNICEF, ECHELLE a atteint 18 000 personnes dans la préfecture de la Nana Gribizi, notamment sur quatre sites à Kaga Bandoro, à Ouandago et Grévaï (nord de Kaga Bandoro) au travers de campagnes de sensibilisation menées par des comités d'hygiène et assainissement dirigés par des déplacés. Le ramassage des déchets et la construction de latrines constituaient essentiellement l'appui d'ECHELLE.



©ONG Echelle, Préfecture de la Nana Gribizi, 2017. Une séance de formation pratique sur la fabrication artisanale de savons.

A Kaga Bandoro par exemple, sur les sites de Ouandago et Kaba ECHELLE a construit 48 latrines creusées par des déplacés eux-mêmes en contrepartie d'une somme forfaitaire quotidienne de 2500 Francs CFA (4,3 dollars). ECHELLE a également mis en place un système communautaire de collecte des ordures. Les comités d'hygiène identifient au sein des sites des déplacés qui ramassent quotidiennement les ordures. Ce travail est également rémunéré 2 500 Francs CFA par jour, une manière d'aider ces personnes affectées par les conséquences de la violence à subvenir à leurs besoins et retrouver une dignité. Afin que plus de personnes bénéficient de cette opportunité, les équipes sont relevées toutes les semaines. A Kaga Bandoro, pour combattre les maladies hydriques, ECHELLE a distribué aux déplacés des kits composés de seaux, de produits de traitements de l'eau, (javel, chlore) et de morceaux de savons.

En partenariat avec l'ONG Solidarités Internationale, ECHELLE a intervenu en 2017 dans les Sous-Préfectures de Kaga Bandoro et Mbrés dans le cadre du projet "Restaurer l'accès à des structures d'eau et d'hygiène de base pour les populations vulnérables dans la préfecture de la Nana-Gribizi sur les axes Kaga-Bandoro- Mbrés et Mbrés-Morobanda" Au total 1 353 ménages, soit 6 756 personnes ont bénéficié de 25 points d'eau réhabilités. Les bénéficiaires ont été également sensibilisés sur les notions de collecte, de traitement, de conservation de l'eau potable et de l'hygiène autour des points d'eau.

Créée en 2001, l'ONG ECHELLE est opérationnelle depuis 2008. Elle mène des activités dans le domaine de la sécurité alimentaire, de l'Eau, hygiène et assainissement (EHA) et de la protection.

(Contactez Echelle : (+236) 70 45 80 78 /77 08 22 35 ; Email : asmagbe@yahoo.fr)

En bref



En juillet 2018, le Fonds Humanitaire de la République Centrafricaine (FH RCA) a reçu une contribution de 1,5 millions de dollars de la Suisse ainsi qu'un engagement ferme du Département pour le Développement international du Royaume Uni (DFID) pour une contribution additionnelle à hauteur de 5,3 millions de dollars. Ceci s'ajoute à la contribution de 2,8 millions de dollars déjà reçu de DFID au mois d'avril 2018 dans la cadre de sa contribution régulière au FH RCA. Les contributions reçues depuis le début de l'année 2018 pour un total de 15,6 millions ont permis de financer 42 projets d'urgence pour une enveloppe de 13,3 millions de dollars.



Dans le cadre de la planification humanitaire 2019, OCHA a organisé des ateliers régionaux avec les acteurs humanitaires, les acteurs du développement, la société civile et les autorités nationales sur le terrain dans les préfectures de la Ouaka, Nana Mambéré, Nana Gribizi et à Bangui.

Pour plus d'informations, veuillez contacter :

Joseph Inganji, Chef de Bureau, inganji@un.org, Tel. (+236) 70738730

Laura Natang, Unité de l'Information publique, fultangl@un.org, Tel. (+236) 70188064

Les bulletins humanitaires d'OCHA sont disponibles aux adresses suivantes : www.unocha.org/car | www.unocha.org |